

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

AVENANT DU 1^{ER} JANVIER 2007

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2007

(ALSACE)

NOR : *ASET0750150M*

IDCC : 87

Entre :

L'union des industries de carrières et matériaux de construction d'Alsace (UNICEM Alsace), agissant tant pour le compte des organisations syndicales qui la composent qu'au nom et pour le compte du syndicat des producteurs de silice pour l'industrie, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, de la fédération de l'industrie du béton,

D'une part, et

L'union départementale des syndicats du Bas-Rhin CGT-FO ;

L'union départementale des syndicats du Haut-Rhin CGT-FO ;

L'union régionale des syndicats de la construction et du bois CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le présent avenant concerne l'ensemble des industries entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale du 22 avril 1955.

Article 2

Il s'applique dans les départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Article 3

Les salaires horaires minimaux de qualification permettant le calcul de la prime d'ancienneté demeurent fixés au niveau actuel, soit :

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	HIÉRARCHIE	SALAIRE	
			Horaire	Mensuel (base 169 heures)
I	Ouvrier manœuvre : Echelon unique : OM	120	3,65	616,85
II	Ouvrier spécialisé :			
	Echelon A : OS 1	130	3,70	625,30
	Echelon B : OS 2	140	3,74	632,06
	Echelon C : OS 3	150	3,87	654,03
III	Ouvrier qualifié :			
	Echelon A : OQ 1	160	3,99	674,31
	Echelon B : OQ 2	170	4,11	694,59
	Echelon C : OQ 3	185	4,30	726,70
IV	Ouvrier hautement qualifié : Echelon unique : OHQ	200	4,48	757,12

La réduction du temps de travail en application de la loi du 19 janvier 2000 ne peut être une cause de réduction du montant de la prime d'ancienneté acquise par le salarié sur la base de 39 heures par semaine.

Article 4

A compter du 1^{er} juillet 2007, les salaires minimaux garantis ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	HIÉRARCHIE	SALAIRE GARANTI (base 35 heures par semaine)	
			Horaire	Mensuel
I	Ouvrier manœuvre : Echelon unique : OM	120	8,30	1 258,86
II	Ouvrier spécialisé :			
	Echelon A : OS 1	130	8,40	1 274,03
	Echelon B : OS 2	140	8,50	1 289,20
	Echelon C : OS 3	150	8,60	1 304,36

CATÉGORIE	CLASSIFICATION	HIÉRARCHIE	SALAIRE GARANTI (base 35 heures par semaine)	
			Horaire	Mensuel
III	Ouvrier qualifié :			
	Echelon A : OQ 1	160	8,71	1 321,05
	Echelon B : OQ 2	170	8,91	1 351,38
	Echelon C : OQ 3	185	9,17	1 390,81
IV	Ouvrier hautement qualifié :			
	Echelon unique : OHQ	200	9,58	1 453,00
	Chef d'équipe	225	10,10	1 531,87

Article 5

Le contenu des salaires minimaux figurant aux articles 3 et 4 est déterminé conformément à l'article 1^{er} de l'accord national de salaires du 23 janvier 1992 étendu, à savoir qu'ils englobent tous les avantages en nature ou autres accordés sous forme de prime ou toute autre dénomination que ce soit, y compris l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail.

Toutefois, en sont exclues :

- a) Les indemnités ayant le caractère d'un remboursement de frais, telles qu'indemnités d'outillage, de transport ;
- b) Les primes inhérentes à la nature du travail, telles que pour travaux insalubres ou pénibles ;
- c) Les majorations pour heures supplémentaires ;
- d) Les primes de productivité, telles que celles-ci sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes ;
- e) Les primes d'ancienneté et d'assiduité ;
- f) Les libéralités à caractère aléatoire, bénévole ou exceptionnel, ainsi que les gratifications à usage constant.

Article 6

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 4 est de relever, s'il y a lieu, les salaires réels qui seraient devenus inférieurs aux salaires garantis fixés à l'article 4.

Article 7

Les parties contractantes conviennent de se rencontrer à nouveau avant le 14 septembre 2007.

Article 8

Le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën 75902 Paris Cedex 15, en vue de son extension ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes.

Article 9

Toute organisation salariée représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Bas-Rhin. Elle devra en aviser par lettre recommandée toutes les organisations signataires.

Fait à Strasbourg, le 1^{er} janvier 2007.

(Suivent les signatures.)